

# L'UNIVERSITAIRE LIBERAL

Vol. III — No 5

MONTREAL

109

FEVRIER 1964

## Les étudiants libéraux en faveur d'une participation intense à la politique

Un Panel, composé de trois étudiants universitaires en est venu à la conclusion, en fin de semaine dernière, que les jeunes et surtout les étudiants devraient participer de façon très active à la politique, tant fédérale que provinciale.

Les panelistes discutaient de l'engagement politique de l'étudiant lors d'un colloque présenté au cours du 5<sup>ème</sup> congrès annuel de la Fédération des étudiants libéraux du Québec, qui avait lieu à Montréal les 7, 8 et 9 février dernier.

Les clubs politiques non partisans

M. Achille Tassé favorise la création de clubs politiques non partisans. "Ces clubs, dit-il, aideraient à l'éducation politique des étudiants. Je ne crois pas que les clubs partisans puissent parvenir à de tels résultats justement parce qu'ils sont nécessairement à la remorque des partis politiques auxquels ils adhèrent. Et partant, ils n'ont pas une aussi grande dose de liberté que les clubs politiques non partisans."

Notant l'importance et le dynamisme des mouvements étudiants canadiens français, M. Tassé fait remarquer que la plupart de ces organismes étudiants sont devenus de véritables groupes de pression. "En tant que groupe de pression, ces mouvements sont, à mon avis, beaucoup mieux placés pour agir sur l'opinion publique et les gouvernements, encore une fois parce qu'ils sont plus libres".

"Les partis politiques sont essentiellement formés en vue de la conquête du pouvoir, ajout-t-il. J'ai nettement l'impression qu'un étudiant entré trop tôt en politique y perd son temps et anéantit ses chances de renouveler sa pensée."

"Pour ma part, poursuit-il, j'adhérerai à un parti politique quand sa pensée, son idéologie rencontrera mes propres idées et au moment où je verrai qu'il y a des chances de former le gouvernement. Je crois qu'il devrait en être ainsi de tous les étudiants". En somme, il faut se servir des partis politiques pour réaliser ses objectifs. Il faut adhérer à un programme à partir du moment où celui-ci rencontre nos idées, il faut s'engager dans un parti politique au moment où celui-ci a de bonnes chances de réaliser nos objectifs.

Revenant aux clubs politiques non partisans, M. Tassé y voit la seule façon pour l'étudiant de participer au système démocratique de sa province, de son pays. "Ces clubs politiques non partisans sont pour nous le meilleur moyen d'agir politiquement car ils peuvent et doivent devenir de véritables groupes de pression, libres de toute attache partisane qui restreindrait leur liberté."

Les principes de base de l'engagement politique de l'étudiant.

Pour sa part, M. Claude Trudel, président du Congrès, se déclare en faveur de l'engagement politique de l'étu-

diant au niveau des clubs partisans, sans rejeter, toutefois, la nécessité des clubs politiques non partisans.

"L'étudiant engagé en politique doit demeurer un étudiant, précise-t-il. Et demeurer étudiant, rester jeune implique une foule de choses: dynamisme, intransigeance au niveau des principes, nouveauté de la pensée, intrépidité nécessaire à un engagement sérieux, force voulue pour se compromettre, etc." M. Trudel pose trois principes de base à l'engagement politique de l'étudiant.

"Une fédération comme la FELQ, dit-il, doit être plus que le simple porte-parole des dirigeants du parti. J'irai plus loin en disant que ce rôle m'apparaît bien secondaire." En effet, pense M. Trudel, l'étudiant est un membre à part entière de la société et, à ce titre, il a un rôle social à jouer, des idées à promouvoir, des principes et des intérêts à défendre. C'est d'ailleurs la raison pour laquelle les clubs politiques doivent être d'abord et avant tout les porte-paroles de la pensée étudiante, le canal par lequel la pensée étudiante parviendra à la haute hiérarchie d'un parti politique.

Accepter ce principe fondamental, c'est reconnaître que les clubs politiques étudiants doivent être essentiellement les porte-paroles de la pensée étudiante dans le parti auquel

ils adhèrent et non pas le porte-parole des dirigeants du parti auquel ils adhèrent chez les étudiants."

"Bref, souligne M. Trudel, le rôle premier des clubs politiques, le premier jalon de l'action politique de l'étudiant se situera au niveau de son milieu naturel, le milieu étudiant. Il m'apparaît essentiel d'exiger des étudiants engagés dans les partis politiques qu'ils soient présents dans leur milieu d'abord. Ils devraient même y occuper les postes-clé." Ceci, afin de mieux connaître la pensée, les objectifs du milieu dont ils doivent être le porte-parole auprès du parti politique auquel ils adhèrent. Naturellement, ajoute le conférencier, il doit en être de même pour une Fédération de clubs politiques étudiants comme la FELQ: "Il lui faut une politique claire et nette, des positions précises sur le monde étudiant".

"Si ces trois principes sont appliqués, conclut-il, je ne vois pas pourquoi un étudiant ne consentirait pas à faire partie, à la fois, d'un club politique partisan au moyen duquel il se ferait le porte-parole de l'idéal politique de ses confrères étudiants, et d'un club politique non partisan, au moyen duquel il agirait sur les masses étudiantes en leur faisant comprendre l'urgence nécessaire de s'intéresser à la chose politique."

L'étudiant a un rôle d'éducateur en politique.

Enfin, M. Joel Harrt rejette la thèse de M. Tassé à l'effet que les partis politiques ne sont créés qu'en vue du pouvoir.

"Prenons l'exemple de la Fédération libérale du Québec, dit-il. Parti politique, elle l'est, c'est certain, mais elle est aussi plus que cela. Elle est un organisme d'éducation politique qui doit travailler à l'éducation constante d'un programme politique". A plus forte raison, en est-il ainsi des étudiants et d'une Fédération comme la FELQ, note M. Harrt.

Les étudiants ont tout à gagner en adhérant au parti politique de leur choix. "Les étudiants, pense-t-il, sont plus efficaces s'ils travaillent, à l'intérieur d'un parti, pour l'adoption de leurs idées. Quant aux clubs politiques non partisans, ils n'ont qu'une seule ressource: celle de devenir des groupes de pression." En terminant, et à l'appui de sa thèse, M. Harrt a mentionné quelques exemples concrets de l'apport important de la FELQ dans le Parti Libéral du Québec.

La période de libre discussion de l'assemblée a permis de constater que l'immense majorité des participants au Congrès de la FELQ favorisait l'engagement politique de l'étudiant à condition que celui-ci soit vraiment représentatif de son milieu et oeuvre principalement à la promotion des idées de ce même milieu.

## POSITIONS ADOPTEES

Le 5<sup>ème</sup> Congrès annuel de la FELQ a adopté quelques positions de principes sur le thème général de l'engagement politique de l'étudiant, dont voici un bref résumé:

... L'étudiant vraiment conscient de son devoir ne s'attachera à un parti politique que s'il croit que ce parti est le meilleur qui puisse lui permettre de s'épanouir. (...) Cet engagement ne doit pas devenir un lien incassable et aveugle en ce sens que si le parti vient un jour à appliquer des mesures opposées aux objectifs de la Fédération, l'étudiant se fera un devoir de faire connaître son opinion de la façon qu'il jugera la plus adéquate.

Club Libéral de Laval

... Le rôle de la FELQ est un rôle de critique, de surveillan-

ce et de moteur du Parti libéral du Québec. Notre Fédération ne doit pas se gêner pour exprimer son opinion sur les sujets d'actualité, même sur les sujets les plus épineux et les plus controversés. Notre opinion ne doit pas être influencée par les pressions ou les déclarations de la Fédération Senior (FLQ). Notre Fédération se doit de féliciter ou de blâmer, selon le cas, le Parti libéral du Québec pour les mesures qu'il apporte, et ne doit pas craindre d'amener des positions nouvelles qui lui sembleraient propices à un moment donné.

Club Libéral de Laval

Pour sa part, la Commission du Congrès a fait voter les 3 principes suivants:

— Une fédération d'étudiant, au niveau d'un parti politique, ne peut limiter son tra-

vail et son action à être le canal par lequel s'achèvera la pensée et l'idéologie du parti politique dont elle est membre.

— Une fédération d'étudiant, au niveau d'un parti politique doit être D'ABORD ET AVANT TOUT, le porte-parole de la pensée étudiante. Elle doit être le canal par lequel la pensée étudiante parvient à la haute hiérarchie d'un parti politique.

— Le rôle premier des clubs politiques, le premier jalon de l'action politique de l'étudiant se situera au niveau de son milieu naturel, le milieu étudiant, ce qui implique que:

a) l'étudiant engagé en politique, le militant étudiant dans un parti politique devra être "engagé" dans son propre milieu d'abord.

b) La fédération ou l'orga-

nisme qui représente collectivement les clubs politiques étudiants, doit,

elle aussi, s'enraciner dans le milieu dont elle est issue.



"L'engagement politique de l'étudiant et le rôle d'une fédération comme la FELQ", tel était le thème du Panel organisé dans les cadres du 5<sup>ème</sup> Congrès annuel de la Fédération des étudiants libéraux du Québec. De gauche à droite, MM. Claude Trudel, président du Congrès, Achille Tassé, de l'Université de Montréal, Eugène Lapointe, président du panel, et Joel Hart de l'Université McGill

● par France DEMERS

## EDITORIAL

## Les vieux croulants se réveillent-ils trop tard?

Toutes les provinces du Canada ont été profondément touchées par la nouvelle annonçant dernièrement que de jeunes Québécois s'étaient emparés d'armes dans une succursale de l'armée canadienne à Montréal. Le monde entier croit que la jeunesse québécoise est complètement désaxée, qu'elle ne peut plus se faire comprendre sans violence!

Mais avant d'en arriver à de telles conclusions, il faut faire une analyse objective de la situation, essayer de trouver les vrais coupables. Et pour qui s'en donne la peine, ce n'est pas un mystère. Il s'agit de causer un peu avec ces jeunes révoltés (ils ont en moyenne 17, 18 et 20 ans), pour se rendre compte qu'ils ont subi un lavage d'esprit.

Qui ose donc ainsi faire accomplir à des enfants des actes aussi ridicules qu'incompréhensibles? J'accuse.

Ce sont ces chefs de files séparatistes (ceux qui l'admettent ouvertement et les plus lâches encore, qui se cachent sous un voile créditiste, rhinocéros ou même pseudo-libéral) qui, se sentant frustrés à quarante ans, dans leurs ambitions les plus intimes, réalisent que la jeunesse est prête à les suivre, s'ils savent faire jouer les cordes du nationalisme. Mais qu'ont-ils fait, eux, de leurs vingt ans? Ont-ils seulement essayé de s'imposer, ont-ils eu la patience et l'honnêteté de lutter?

Le sentiment nationaliste est peut-être le plus grand et le plus noble dans un cœur de vingt ans. Pour nous, le Canada français, c'est tout. C'est notre espoir, notre amour et notre avenir. Et ce, nous le comprenons. Mais, de grâce, messieurs les déçus de quarante ans, n'essayez pas de mettre le feu aux

poudres. Nous saurons bien le faire nous-mêmes, si cela s'impose.

Pour le moment, nous avons encore l'énergie et le courage nécessaires pour faire accepter nos vues sans s'avouer vaincus. Ce que vous nous proposez, sous l'étiquette de courage, n'est que lâcheté. Se retirer demande moins de courage que de lutter. Se débarasser d'un adversaire est plus facile que de s'en faire un ami, un partenaire.

Nous refusons donc de vous suivre. Nous ne nous soumettrons pas à vos solutions faciles. Nous combattons sincèrement et de toutes nos forces, sans violence, mais en y mettant toute notre intelligence et notre courage, et obtiendrons ainsi la seule vraie victoire, l'égalité et la puissance de notre nation au Canada.

France DEMERS

# L'EDUCATION: DOMAINE PRIORITAIRE

Toute étude des causes du chômage ou de la difficulté à se réadapter à un nouvel emploi, du réaménagement agricole et industriel, des possibilités dans tous les secteurs économiques, de l'information, des conceptions politiques de la population aussi bien que des modalités de la vie familiale, professionnelle et spirituelle des nôtres, révèle un problème essentiel et ce problème est toujours le même: l'éducation, l'instruction.

C'est s'illusionner que de croire que tout effort économique peut être valable et est réalisable sans un effort encore plus grand dans le domaine éducationnel.

C'est s'illusionner que de croire que le bien commun sera servi, que nos citoyens vivront mieux et plus humainement, que leurs conceptions pourront s'approfondir si tout cela n'est pas basé sur l'éducation. Aucune rhétorique nationaliste n'y pourra changer quoi que ce soit.

En termes pratiques et comme exemple: peut-on croire vraiment que l'intégration du réseau hydroélectrique servira à quelque chose, que l'effort de M. René Lévesque sera valable, si M. Paul Gérin-Lajoie ne tient pas son bout, n'étudie pas à fond les problèmes d'éducation et n'agit pas en conséquence?

Notre gouvernement libéral s'était donné comme premier objectif: l'éducation. Il devra le garder pour plusieurs années encore s'il veut accomplir une oeuvre qui conservera toute sa valeur et le mettre en évidence, s'il veut paraître sérieux. Pour être maîtres chez nous, la clé c'est l'amélioration quantitative et qualitative de l'éducation. Voilà l'objectif prioritaire non seulement pour les serviteurs de l'Etat mais aussi pour toute la population.

### Les objectifs

1.—L'objectif principal de cet effort doit être de permettre à n'importe quel citoyen de s'instruire tant qu'il le veut, tant qu'il en a les capacités, de telle sorte qu'il pourra avoir en main tous les atouts pour se tailler, dans la société, la place qui lui convient. Par ailleurs, ce n'est qu'à cette condition que la société pourra bénéficier au maximum de chacune de ses parties.

C'est seulement quand l'éducation sera accessible à tous, que tous auront une chance égale et que les différences sociales ne seront plus un terrain latent de crises.

2.—Le deuxième grand objectif de l'extension de l'éducation est d'assurer la formation de compétences, et de connaissances techniques minimales chez tous les citoyens, de façon

à répondre aux besoins pressants de tous les secteurs de la vie économique et de la vie tout court.

3.—Le troisième objectif est plus difficilement définissable. Il vise à améliorer le niveau de vie, la façon de vivre de chaque individu, en lui procurant les moyens de se perfectionner lui-même. Plus instruit, il comprendra mieux sa situation et trouvera lui-même plus aisément les remèdes, si nécessaire. Du point de vue humain, l'homme moderne y découvrira sa dignité; notre conception veut le respecter et tel est également le premier principe du parti libéral.

### Mobilisation des forces disponibles

1.—Pour tout cela, il faut augmenter d'abord la quantité de l'éducation. Il s'agit de mobiliser toutes les forces dont nous pouvons disposer pour assurer à chacun son instruction. Entre autres choses, il faut répandre partout le souci de s'instruire, il faut ouvrir de nouveaux locaux (les universités actuelles sont surpeuplées), il faut former un corps professoral adéquat (et qu'il le sera d'autant plus qu'il sera mieux payé), il faut développer les cours du soir, l'éducation des adultes, les cours de réadaptation à ces nouveaux emplois, le retour à l'école pour les professionnels après X années de

pratique, les cours techniques, les conférences de culture générale. Le problème que pose le manque d'éducation dans notre société est si grand et grave qu'il réclame la mobilisation de toutes les énergies disponibles.

Le problème de base est le financement. De subséquents articles pourront discuter de la chose. Cependant le point de départ demeure la conviction qu'il importe bien plus d'investir dans l'éducation que de construire un pont ici ou là.

2.—Le problème de la quantité a été esquissé; il y a également celui de la qualité. Comment se pose-t-il? D'abord il est économique: il faut avoir plus d'individus compétents que nous en avons à l'heure présente pour remplir les cadres des nouvelles structures économiques. Mais il se situe plus profondément encore: parce que nous sommes peu nombreux, parce que nous représentons un petit marché; parce que nous avons à rencontrer de très forts compétiteurs à tous les niveaux, les Québécois ne sauront atteindre leur épanouissement économique, social et politique si leur oeuvre n'est pas fondée sur la qualité.

Qualité de notre production et de nos processus de produc-

tion, mais avant tout qualité de notre main d'oeuvre. Non seulement il faut encourager de façon concrète ceux qui veulent se spécialiser, ceux qui veulent faire de la recherche, non seulement il faut développer plusieurs centres de culture dans notre Québec, non seulement il faut nous ouvrir aux techniques étrangères pour y puiser ce qui pourrait nous servir, mais aussi il faut être à l'avant-garde dans le domaine pédagogique. Nous n'avons pas le choix. A défaut de l'être, le Québec et le Canada resteront toujours des satellites, des dépendants. Où en est la télévision scolaire chez nous, où sont les bibliothèques adéquates, les laboratoires nécessaires, où en sont les recherches pédagogiques? Faisons actuellement assez sentir à l'étudiant québécois qu'il est le premier intéressé à son éducation; le fait-on entièrement collaborer à cette mobilisation?

Il est fort difficile, voire presque impossible, de faire ressentir en quelques paragraphes, le besoin certain d'une mise en alerte de la société québécoise pour son éducation et pour son économie. Il reste à chacun de nous le devoir de se repencher sur le problème et de voir quel pourrait être son apport personnel.

Jean-Pierre MONGEAU

## Au 5e Congrès de la FELQ

### Un tour d'horizon des problèmes de l'heure

Près d'une centaine d'étudiants libéraux venant de 7 clubs assistaient, les 7, 8 et 9 février dernier, au 5ième Congrès annuel de la Fédération des étudiants libéraux du Québec. Les délégués étudient alors la question de l'engagement politique de l'étudiant et le rôle d'une fédération comme la FELQ.

Les travaux de la session plénière se divisaient en trois parties: thème (on trouvera, à la page frontispice, un résumé des positions de principe adoptées par la Fédération à ce sujet), affaires provinciales et affaires fédérales. Au total, une trentaine de résolutions qui donnèrent lieu à des discussions de très haute tenue et qui apportèrent la preuve de la préparation minutieuse de tous les participants.

Au chapitre de la régie interne et des affaires de la Fédération, le 5ième Congrès résolut de former un comité spécial "chargé d'élaborer une nouvelle structure à la lumière des principes énoncés par le présent congrès" et une commission de la publicité qui devra réaliser la publication mensuelle des travaux préparés par les commissions de la FELQ. Le 5ième congrès réclama également un secrétariat permanent et demanda à la Fédération senior d'augmenter à 250 la représentation maximale de la FELQ aux différents congrès.

#### Affaires provinciales

Le 5ième Congrès rejeta, après une courte discussion, une résolution demandant aux gouvernements provinciaux de créer un comité conjoint chargé de la rédaction, en une seule version, d'une Histoire du Canada.

Les délégués demandèrent au Gouvernement de la province l'application immédiate des recommandations de la Commission royale d'enquête sur le commerce du livre français au Québec (rapport Bouchard), la création d'une Ecole de la fonction publique, l'établissement de cours collectifs du soir afin "d'augmenter la compétence des fonctionnaires à tous les échelons" et la multiplication des échanges d'étudiants en haute administration avec les pays francophones.

Les étudiants libéraux du Québec demandèrent d'amender la loi incorporant la Corporation Sir Georges-Etienne Cartier de façon à reconnaître l'Union des Artistes de Montréal comme syndicat accrédité à la Place des Arts de Montréal. On réclama aussi une déclaration québécoise des Droits de l'Homme et certains amen-

dements à la Loi provinciale des Paroisses et Fabriques.

C'est certainement au chapitre de l'éducation que les étudiants libéraux du Québec donnèrent leur pleine mesure. Par exemple, on demanda au gouvernement provincial d'exiger des Universités qu'elles présentent leur budget avant que toute aide financière leur soit accordée et de faire en sorte que les fonds d'équipement soient fournis de façon à permettre la compétition entre les diverses universités du Québec. Quant aux délégués du Collège de St-Laurent, seul collège classique canadien-français représenté à la FELQ, ils présentèrent une motion à l'effet d'exiger du Service d'aide aux étudiants qu'il rende une réponse écrite avant le 31 décembre de chaque année à tous ceux qui ont fait une demande de bourse ou de prêt. On suggéra également au ministère de l'Éducation de faire en sorte que le passage d'une Université à une autre, d'un collège à un autre se fasse de la façon la plus souple possible, en unifiant, par exemple, la composition des dossiers scolaires à travers la province.

Les étudiants libéraux du Québec, reconnaissant que l'éducation est un investissement de la société et qu'à ce titre, le coût de l'éducation doit être assuré par la société, ont réclamé, une fois de plus, l'instauration de la gratuité scolaire à tous les niveaux. Considérant que c'est à l'État qu'il revient d'assurer l'accessibilité générale à l'enseignement et conscients que la gratuité scolaire ne pourrait, à elle seule, assurer cette accessibilité générale, le 5ième Congrès de la FELQ a suggéré au ministère de l'Éducation d'entreprendre une vigoureuse campagne d'information à tous les niveaux "et spécialement dans les milieux ouvriers et ruraux" afin de "promouvoir le retour à l'école et le maintien des jeunes de tous les milieux dans les institutions d'enseignement". Le Congrès a également félicité les 11 organismes étudiants québécois qui travaillent à l'opération gratuité scolaire et les a assurés de son appui.

Enfin, reconnaissant l'apport nécessaire et positif des étudiants dans la société et considérant que les organismes

étudiants les plus représentatifs ont "leur mot à dire, des idées à promouvoir, des principes à faire valoir dans le domaine de l'éducation", considérant également que le Conseil Supérieur de l'Éducation "ne saurait être totalement représentatif si les étudiants n'y étaient pas représentés", les étudiants libéraux ont décidé de faire pression auprès du ministère de l'Éducation afin que les étudiants soient représentés au C.S.E. par "un étudiant dûment mandaté par les organismes étudiants les plus représentatifs". Le Congrès a également suggéré au gouvernement de former un comité conjoint, composé de représentants du gouvernement et des étudiants, afin de trouver une solution à la question de la durée du mandat du représentant étudiant.

#### Affaires fédérales

Les étudiants libéraux se sont prononcés en faveur de l'abolition de la peine capitale, de l'entrée du Canada dans l'O.E.A., de l'hymne national "O CANADA" (dans les deux langues). Ils ont réclamé l'adoption immédiate d'un drapeau distinctif, suggérant au gouvernement fédéral de choisir cet emblème national parmi les ouvrages primés lors des concours organisés par les revues "Perspectives" et "Canadian Art". La FELQ a également exigé de la Fédération libérale nationale qu'elle tienne un congrès annuel et qu'elle change son nom en celui de "Fédération libérale du Canada".

Après plus de deux heures de débats, les délégués ont rejeté, par un vote très serré de 26 à 24 et après de multiples interventions techniques, une proposition de l'Université de Montréal à l'effet d'amender l'article 4 de la Constitution de la Fédération libérale du Québec en y retirant l'expression "ou fédéral". Les délégués avaient rejeté, quelques minutes plus tôt, un amendement de l'Université McGill demandant à la Fédération libérale nationale de régler cette question dans un délai maximum de deux ans. Le vote avait alors été de 26 à 23. Il appert, aux dires de plusieurs participants, que les proposeurs ont eux-mêmes battu leur propre résolution en faisant précéder leur demande, qui se situait au niveau de l'individu, d'une série de considérations qui se situaient au niveau des structures et qui attaquaient trop durement, semble-t-il, la Fédération nationale.

Il serait sans doute utile de souligner ici que, sauf de rares exceptions, le débat s'est déroulé dans le calme et la sérénité; la plupart des orateurs cherchant à démontrer la mauvaise formulation des "attendus" en regard de la demande contenue dans la résolution



L'Honorable Jean Lesage félicite M. Eugène Lapointe, de l'Université Laval, qui vient d'être réélu président de la FELQ. Monsieur Lapointe entreprend son 2e mandat à la tête de la Fédération.

## La vie québécoise sous un gouverne- ment libéral

Ce que devrait être notre société sous un gouvernement libéral? Bien difficile à dire: mais réfléchissons un peu. Il faut plus qu'un gouvernement libéral, il faut une société libérale et démocratique dont les institutions respireront la liberté et respecteront l'équité. La véritable démocratie signifie plus que l'égalité juridique des chances de succès, car ceci sert souvent à justifier des injustices et des discriminations de fait; elle pousse ses racines dans la politique, l'économique et le social à la fois. D'où notre État québécois fait plus que garantir les droits et les libertés, il crée les conditions sociologiques nouvelles et plus équitables pour dépasser le simple mécanisme électoral. Notre gouvernement actuel est plus qu'une simple équipe d'administrateurs avec des intérêts similaires à la précédente. C'est lui qui construit notre révolution pacifique.

La démocratisation de notre société, voilà une idée sous-jacente aux principales réalisations du présent gouvernement (ministère de l'Éducation, nationalisation de l'électricité, S.G.F., caisse de retraite, assurance-hospitalisation). Le souffle démocratique envahit même les domaines plus tabous et sacro-saints de l'administration publique et du mode de financement de l'État. Cette démocratisation devra assainir aussi l'administration de la Justice, la caisse électorale du parti libéral lui-même et plus traditionnelles et miteuses des corporations professionnelle.

Il n'y a aucun doute que la grande priorité actuelle du gouvernement soit la vie économique. Le mouvement démocratique a atteint même les campagnes où les cultivateurs dénoncent ouvertement le système d'impôt foncier et réclament une plus grande équité fiscale.

Nous remarquons aussi que les aspirations nationalistes aboutissent aux mêmes effets que les aspirations démocratiques i.e. le désir d'une plus grande participation de la population canadienne-française à la vie économique. La socialisation par l'entreprise publique permet de construire cet appareil de développement économique (Hydro-Québec, aciérie, S.G.F., caisse de retraite, etc.) qui est la source d'espoir des jeunes.

Ce dont nous avons besoin actuellement, ce sont des jeunes, dynamiques et qui peuvent exprimer des idées tournées vers l'avenir et non vers le passé. Préoccupons-nous moins des jeunes à l'esprit conservateur (même dans le parti libéral) et qui craignent le nationalisme et la socialisation dans leurs expressions les plus positives parce qu'ils veulent jouer aux sages; dans peu d'années, les problèmes les dépasseront totalement. Regardons plutôt les jeunes qui expriment des réponses moins traditionnelles et qui, malgré une imprécision de termes ou de contenu, nous donnent le gage de pouvoir compter sur eux. Ce sont eux qui recherchent la formulation d'un nouveau message à livrer à la jeunesse de demain. Ce sont eux qui exploiteront les potentialités de la liberté et de la démocratie toujours plus loin. Ils redéfiniront constamment le rôle nouveau qui revient à l'État en fonction des problèmes économiques, sociaux et politiques. Même les milieux les plus conservateurs de la finance n'échapperont pas à leur poussée progressive.

Il nous appartient, à nous, les jeunes, d'explorer toutes les possibilités qui s'offrent à nous. Les jeunes combattront pour un gouvernement libéral dans la mesure où la société sera elle-même libérée des entraves conservatrices.

Germain DENIS

# LES LIBERAUX CANADIENS DURANT LES ANNEES SOIXANTE

Quel sera le programme du parti libéral du Canada? Ce programme sera établi selon des facteurs de stratégie et selon la politique à adopter. La stratégie constitue le moyen dont un parti politique espère gagner des sièges et obtenir le pouvoir politique ne constitue pas un but en soi. Pour obtenir le pouvoir que. Cependant, le pouvoir politique, il faut appliquer la politique du parti. Les mesures d'opportunité sont laissées à ceux qui élaborent la politique. En établissant le programme d'un parti, il faut tenir compte de ces deux facteurs, sinon l'un des deux événements suivants se produira: si l'on ignore l'opportunité politique, un parti ne pourra pas appliquer sa politique; si l'on ignore les principes fondamentaux de la philosophie politique, un parti n'aura probablement aucune politique à appliquer, même s'il est porté au pouvoir.

Il est plus facile d'établir la stratégie d'une élection que d'élaborer la politique du parti. Afin d'établir la stratégie qui doit être adoptée, un parti n'a qu'à tâter le pouls de l'opinion publique. Afin de déterminer la politique qu'il adoptera, un parti doit établir les principes fondamentaux de philosophie politique qui lui permettront d'élaborer sa politique de façon logique.

Le libéralisme constitue la philosophie politique du parti libéral. La doctrine fondamentale du libéralisme repose en la dignité et en la valeur de l'individu, ce qui signifie que chaque individu constitue un objectif en soi-même et non un moyen d'atteindre un but. Selon la doctrine libérale, l'Etat et le gouvernement existent afin de servir le citoyen et n'existent que selon la volonté du peuple. Par conséquent, le procédé démocratique de représentation responsable constitue un corollaire du libéralisme. Dans l'Etat, les individus possèdent certains droits fondamentaux. On peut définir le droit d'un individu comme un privilège que les autres individus doivent accorder et que l'Etat doit garantir. Les droits fondamentaux de l'individu comprennent la liberté, l'égalité et la sécurité. Ces termes ont une signification assez ambiguë qui varie selon l'interprétation de chacun.

Liberté signifie l'exemption ou la libération d'un contrôle relevant de quelque autre personne ou de quelque pouvoir arbitraire. La loi garantit à chaque individu la "liberté" en abolissant les restrictions qui peuvent nuire à son épanouissement. Cependant, il existe des limites à

la liberté. Un individu ne peut entraver la liberté d'une autre personne. Un libéral s'opposera à ce qu'une personne ou un groupe de personnes soit exploité ou opprimé par une autre personne ou un autre groupe de personnes. Par conséquent, le libéralisme assure aux groupes minoritaires la liberté de leurs opinions personnelles. Cette liberté d'opinion et de croyance engendre des idées nouvelles, ce que le libéralisme accueille volontiers. La première liberté que préconise le libéralisme, c'est la liberté de vivre, sans laquelle les autres libertés ne sont que des vains mots. Voici quelques autres libertés que le libéralisme s'engage à protéger: la liberté intellectuelle, la liberté de pensée et d'expression, la liberté d'association, la liberté de détenir des biens personnels, la liberté de choisir son gouvernement ou de s'opposer au gouvernement du moment, la liberté de poursuivre ses propres intérêts et objectifs, dans la mesure où l'on n'empiète pas sur la liberté du prochain.

Telle personne n'est pas plus libre qu'une autre. Par conséquent, liberté comporte égalité.

L'égalité, comme l'entend le libéralisme, ne signifie pas que tous les individus possèdent la même habileté. Egalité signifie chance égale pour tous. Egalité signifie droits égaux pour tous, devant la loi, sans égard aux privilèges que confèrent la naissance, la richesse, la croyance, le sexe ou l'âge. Ce sont des barrières artificielles à l'épanouissement de l'individu, et le libéralisme s'efforce de les abolir. L'équité découle de l'égalité. Equité signifie justice, impartialité, et justice pour tous.

Afin d'assurer et protéger la liberté et l'égalité de tous, l'Etat s'engage à défendre les droits fondamentaux de ses citoyens. Par conséquent, le droit de l'individu à la sécurité constitue un autre droit fondamental. La sécurité, tout comme l'égalité découle de la liberté personnelle. En soi, la sécurité est un genre de liberté; la liberté de vivre librement!

Sécurité signifie liberté contre la crainte, liberté contre le danger. La sécurité constitue une assurance de sûreté. Un gouvernement libéral assure la sécurité interne aussi bien qu'externe. La sécurité interne comprend l'application des lois qui assurent l'indépendance et la liberté de chacun. Voilà pourquoi nous avons des codes civil et criminel, ainsi qu'un service de police et des tribunaux chargés d'exécuter la loi. La sécurité ex-

terne a pour but de protéger les droits des citoyens contre tout contrôle, intervention ou influence étrangère. La sécurité a pour première tâche d'assurer à tous les citoyens la liberté de vivre et de vivre librement.

Les libéraux désirent assurer l'application de la loi. Les fonctions d'un gouvernement consistent à assurer la liberté, l'égalité et la sécurité. Les lois constituent le moyen d'atteindre cet objectif.

Les conditions de vie moderne et l'interprétation actuelle des principes fondamentaux de la philosophie politique indiquent au libéralisme comment élaborer sa politique.

Le prochain congrès national de la F.C.E.U.L. a pour objet de fournir aux étudiants universitaires à mentalité libérale l'occasion de se réunir, d'échanger leurs vues et d'énoncer au moyen de résolutions, des principes de conduite féconds et courageux, que nous ne craignons pas de soumettre au gouvernement libéral fédéral. Si nous désirons que le gouvernement donne suite aux résolutions qui auront été adoptées lors de notre congrès national, nous devons formuler une politique responsable et conforme à l'interprétation actuelle des principes traditionnels du libéralisme. Cependant, l'interprétation de la politique philosophique libérale telle qu'elle s'applique en ces années soixante, diffère du libéralisme tel qu'on le comprenait il y a cent ans. Le libéralisme canadien des années soixante doit tenir compte des changements qu'exige la population contemporaine.

Chaque délégué doit se préparer en vue du congrès de la F.C.E.U.L. On peut le faire de la façon suivante: lire un ou deux articles dans la bibliographie jointe au présent article, étudier les principes du libéralisme traditionnel, déterminer comment s'interprètent ces principes traditionnels à la lumière des conditions sans cesse changeantes de notre vie moderne, et formuler la politique qui pourra subvenir aux besoins de la population du Canada au cours des années soixante, et qui sera conforme à l'interprétation contemporaine des principes fondamentaux du libéralisme. Ensuite, soumettez vos résolutions relatives à la politique au congrès national de la F.C.E.U.L., en février, et efforcez-vous, en toute sincérité, de les faire adopter.

Joel HART,

Président national,  
Comité de la politique,  
Fédération canadienne  
des étudiants  
universitaires libéraux.

## Bonne chance aux nouveaux députés fédéraux

Le comité de Montréal-St-Denis se choisissait comme député, lundi dernier, un des nôtres, un jeune homme qui, l'an passé, assistait au congrès de CULF comme délégué.

Marcel Prud'homme a en effet remporté une très belle victoire dans son comté. (Il en a été de même pour le candidat libéral de Montréal-Laurier, Fernand Leblanc.)

Après les événements de la fin de semaine dernière au Congrès des Étudiants Libé-

tant chez nous à Ottawa qu'au Québec," déclarait-il dans une de ses assemblées.

C'est là un programme qui ne pourra se réaliser sans luttes. Quelques-uns de nos députés québécois le savent. Et je crois qu'il leur faut une patience et une ténacité à toute épreuve pour arriver à expliquer clairement la situation actuelle aux membres du Parlement pour les autres provinces. ADMETTRE QUE, DEPUIS PLUS DE CENT ANS, L'ON ETAIT DANS L'ERREUR, POUR



raux du Québec, alors qu'à deux votes près, l'on décidait presque d'adopter une résolution demandant la séparation des partis fédéral et provincial, nous ne pouvons qu'offrir notre appui à ce jeune Québécois qui, plein de courage et d'enthousiasme, boucle ses valises pour aller défendre à Ottawa, les droits des siens.

Marcel Prud'homme est de ces Canadiens français qui croient encore en la possibilité pour nous, non seulement d'une présence passive, mais d'un rôle actif et de premier ordre à jouer dans un pays dont nous nous devons de faire partie à part égale. Il est de cette catégorie de gens qui ne peuvent abdiquer devant une difficulté sans auparavant avoir essayé tous les moyens de la vaincre. "Il faut que nous puissions nous sentir au-

DES ANGLO-SAXONS, C'EST DIFFICILE. MAIS SOUFFRIR DE CES MEMES ERREURS PENDANT PLUS DE CENT ANS, C'EST INADMISSIBLE POUR DES LATTINS!

Pour nous Canadiens français du Québec, c'est la dernière carte qui se joue. Voilà pourquoi notre regard se tourne vers le nouveau député de Montréal-St-Denis qui voudra sans doute faire équipe avec messieurs Favreau, Pépin, Sauvé, Dupuis et les autres. Marcel Prud'homme, c'est encore l'un des nôtres. Mieux que n'importe qui, il peut comprendre l'urgence de la situation dans le milieu étudiant. Voilà pourquoi nous lui offrons notre entier appui, et plaçons en lui beaucoup de nos espoirs de vingt ans!

F. D.

## Au concours oratoire

Le concours d'art oratoire organisé dans les cadres du Sième congrès annuel de la Fédération des étudiants libéraux du Québec a remporté un très vif succès. Un jury, composé de MM. Milton L. Klein, député fédéral de Montréal-Cartier, Marcel Prud'homme, député fédéral de Montréal-St-Denis, Jean-Noël Richard, secrétaire général adjoint de la Fédération libérale du Québec, Jacques Guilbault, vice-président de langue française de la Fédération des Jeunes libéraux du Canada et Eugène Lapointe, président de la FELQ, a rendu le verdict suivant:

M. Steve Goldenberg, de l'Université Sir George Williams, pour la section anglaise; M. Aurélien Thériault, de l'Université Laval, dans la section française.

M. Goldenberg a triomphé de M. Cliff Post, de l'Université McGill alors que M. Thériault disposait de trois adversaires: MM. Jacques Lavoie, du Collège de St-Laurent, Jean-Guy Girouard, de l'Université de Montréal et Michel Désautels, de l'Université Sir George Williams.

Le débat portait sur la gratuité scolaire.